

# QU'EST-CE QU'UNE POLITIQUE D'AUSTERITE ?

Nous ne cessons de répéter que la France souffre de l'austérité, certains rétorquent que les dépenses publiques n'ont quasiment jamais cessé de progresser ou au moins de se stabiliser en % du PIB, parler d'austérité serait donc excessif. Tâchons donc de définir ce qu'est l'austérité et de montrer en quoi la France a subi des politiques d'austérité.

### Des dépenses publiques « non-pilotables »

Certaines dépenses publiques sont dites non pilotables dans la mesure où les paramètres qui les déterminent ne peuvent pas être contrôlés par l'Etat à court terme. Par exemple, l'Etat cherche à ralentir les dépenses d'assurances maladie chaque année via l'Ondam<sup>1</sup> pour autant, comme on l'a vu dans une autre fiche, la situation sanitaire a engendré une hausse des dépenses de santé d'environ 15 milliards d'euros sans que l'Etat ne puisse rien y faire.

L'exemple le plus important concerne les dépenses du système de retraites qui sont passées de 11,7% du PIB en 2002 à 14,1% en 2014 alors même que les règles du système de retraites n'étaient pas plus généreuses, bien au contraire. C'est simplement le résultat de facteurs démographiques et structurels.

Les différents gouvernements ont beau avoir pris des mesures pour retarder l'âge de départ en retraite, cela a peu d'effet à court terme par rapport aux variables démographiques que l'Etat ne peut pas contrôler.

De la même façon les dépenses de Sécurité sociale ont également augmenté du fait du vieillissement de la population par exemple.

Des dépenses comme celles de l'Unédic ont elles augmenté avec l'augmentation du chômage, indépendamment des conditions d'indemnisation des demandeur-se-s d'emploi.

On voit donc qu'une partie non négligeable des dépenses publiques évolue en partie indépendamment de la volonté de l'Etat et selon les besoins de la population. On parle également de stabilisateurs automatiques comme expliqué dans les fiches précédentes.

### Un rattrapage sur les dépenses « pilotables »

Ainsi, les dépenses décrites précédemment suivent une tendance de fond sur laquelle l'Etat a peu de prises. Son seul moyen d'agir sur ces dépenses est de (tenter de) faire des réformes paramétriques sur le régime des retraites ou de l'assurance chômage par exemple. Cependant, cela met du temps à produire des effets financiers et ces réformes attisent la contestation sociale.

Les gouvernements successifs cherchent donc à agir plus fortement sur les dépenses « pilotables ».

L'exemple le plus flagrant est certainement l'évolution du point d'indice des fonctionnaires. En effet, ce dernier a augmenté de 1,2% depuis 2010. Compte tenu de l'inflation c'est en fait une perte de pouvoir d'achat importante, de plus de 10%, pour les fonctionnaires.

---

<sup>1</sup> Sur l'Ondam, voir [Mémo éco Covid - ONDAM, arme de destruction massive de l'assurance maladie](#)

## Fiche Dette n°9

Dans la fonction publique, l'austérité s'est également traduite par un moindre remplacement des départs en retraites ou encore le recours aux contractuels.

Suite à la crise de 2008 l'austérité s'est également traduite par une baisse de l'investissement public (en % du PIB). Ainsi, l'investissement public représentait 4,5% du PIB en 2006, ce chiffre est tombé à 4,2% en 2018 alors même que la consommation de capital fixe, c'est-à-dire l'usure de nos infrastructures publiques, a lui augmenté. Le résultat est sans appel, en 2017, l'investissement public suffisait à peine à couvrir l'usure du capital fixe. Concrètement cela signifie que l'on ne fait que renouveler nos infrastructures mais que l'on n'a pas d'augmentation de notre stock de capital fixe.

### L'augmentation des impôts non-progressifs

L'austérité peut également se traduire par des augmentations d'impôts, c'est en partie ce à quoi nous avons assisté en France, du moins pour les impôts non progressifs.

On pense notamment à l'augmentation du taux de TVA en 2012 pour le taux intermédiaire qui est passé de 5,5% à 7% puis 10% et 2014, date à laquelle le taux normal est lui passé de 19,6% à 20%. Or, comme chacun sait, la TVA pèse davantage sur les ménages les plus modestes puisqu'ils consomment une plus grande partie de leurs revenus que les ménages plus aisés.

On peut également citer la CSG qui a augmenté régulièrement depuis sa création et dont la dernière augmentation de 1,7 point date de 2018.

Nous voyons donc qu'une augmentation globale des dépenses publiques ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas d'austérité. De nombreuses dépenses sont indépendantes des gouvernements à court terme. De plus, les politiques d'austérité ayant des effets négatifs sur l'activité économique, elles ont pour effet secondaire de créer de nouveaux besoins et donc de nouvelles dépenses publiques (chômage, minimas sociaux, etc.).

L'austérité s'observe donc surtout sur les dépenses sur lesquelles le gouvernement peut agir directement. Or cette masse financière étant moindre, les sacrifices dictés par les économies visées par le gouvernement sont donc d'autant plus importants pour ceux qui doivent les subir. L'exemple de la baisse des APL dès l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en est un exemple frappant, l'économie engendrée par cette mesure était ridicule pour le budget de l'Etat mais a eu un impact certain sur les bénéficiaires.

Enfin l'austérité peut également se voir dans la politique fiscale et notamment en regardant qui supporte le plus cette charge de l'impôt, en France on a assisté à un report de l'imposition des entreprises vers les ménages.